

# RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 775 - MAI 2026

COMPRENDRE

## CLIMAT : L'URGENCE DE S'ADAPTER

TRANSMETTRE

LES « PETITES MAINS »  
DU CONTRÔLE  
MIGRATOIRE

EXPLORER

ALLOCATAIRES  
DU RSA : DERRIÈRE  
L'ÉTIQUETTE



Secours  
Catholique  
Caritas France



ÉLODIE PERRIOT / SCSF

## ÉDITORIAL

# POUR DES SOCIÉTÉS SOLIDAIRES ET RÉSILIENTES!

**ÉMILIE JOHANN**, RESPONSABLE DU PLAIDOYER INTERNATIONAL - DIRECTION ACTION ET PLAIDOYER INTERNATIONAUX

“

IL EST PRIMORDIAL D'IMPLIQUER LES POPULATIONS DANS LES POLITIQUES LOCALES D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

”

**L**e 17 février dernier, alors que les tempêtes Nils et Pedro se succédaient sur l'Hexagone, le Secours Catholique lançait, depuis l'Académie du climat à Paris, son rapport « La crise climatique vue par les personnes qui la vivent – Témoignages et recommandations pour une adaptation juste ». Au moment où nous achevons un travail de deux ans de recherche, l'actualité nous rappelait l'importance d'interpeller les décideurs et l'urgence à agir. Paule, témoin des dernières inondations en Ille-et-Vilaine, voyait à nouveau avec inquiétude l'eau monter autour de son domicile; Marie-France, venue témoigner lors de notre table ronde, nous disait comment, des années après l'inondation qui a rendu son logement inhabitable, elle peinait à trouver un relogement durable; Pamela était venue de Guyane dire comment inondations et sécheresses rythmaient désormais le quotidien des habitants de Camopi. L'expérience des personnes touchées par les impacts du changement climatique, en métropole, en Outre-mer comme en Tunisie, au Brésil et à Madagascar, constitue la boussole de notre engagement sur le climat. Alertés par nos partenaires internationaux et nos équipes locales en France sur les réalités vécues par les plus vulnérables, il nous est apparu nécessaire de mieux comprendre les liens existant entre les changements climatiques et les différentes facettes de la précarité.

Nous avons recueilli la parole des personnes ayant vécu sécheresses, inondations, cyclones, tempêtes, incendies ou encore retrait du trait de côte. Plus de 150 récits de vie ont ainsi constitué la base de notre analyse. Celle-ci est claire: en Amazonie brésilienne comme dans le Var ou à la Réunion, nous ne sommes pas suffisamment préparés aux aléas climatiques, et les politiques existantes peinent à protéger les plus vulnérables. Or non seulement ceux-ci sont les premiers impactés, mais encore ces aléas créent de nouvelles vulnérabilités lorsque les revenus baissent ou s'arrêtent, et que les dépenses de réparation, de relogement ou de santé augmentent. Dans cette situation, toutes les dimensions de la vie sont touchées: logement, travail, éducation, vie sociale, santé mentale...

Pour autant, des solutions existent pour limiter les impacts et protéger les populations: bien sûr, il faut tout d'abord redoubler d'efforts pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Mais au Secours Catholique, nous pensons aussi qu'il est primordial d'impliquer les populations dans les politiques locales d'adaptation pour développer des mécanismes plus protecteurs et mieux adaptés aux besoins des personnes, et ainsi construire des sociétés à la fois solidaires et résilientes. ■

# COMPRENDRE



ENQUÊTE

## CLIMAT : L'URGENCE DE S'ADAPTER

PAR DJAMILA OULD KHETTAB

Ils ne roulent pas en voiture, ne prennent pas l'avion et, pour certains, ne mangent même pas à leur faim. Pourtant, selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), 80 % des personnes pauvres dans le monde – soit près de 900 millions – sont surexposées aux effets des dérèglements climatiques auxquels elles ne contribuent quasiment pas. C'est aussi le constat dressé par le rapport « La crise climatique vue par les personnes qui la vivent » publié par le Secours Catholique au mois de février. Ces personnes voient leurs moyens de subsistance, leur lieu de vie et leur avenir menacés. De nombreux acteurs de la société civile, dont le Secours Catholique et ses partenaires, appellent à mettre fin à cette injustice. Ils agissent au niveau local pour permettre aux plus fragiles de s'adapter. Mais face aux enjeux socio-économiques, la réponse doit être globale. Comment aider les plus vulnérables ? Comment s'assurer que les fonds alloués à l'adaptation aux changements climatiques profitent vraiment à ceux qui en ont le plus besoin ?



RUIASOLO / SDCF

▲ Aristide, un pêcheur de l'extrême sud de Madagascar, a pu acheter de nouveaux filets et relancer son activité en empruntant auprès de l'association villageoise d'épargne et de crédit, mise en place dans sa commune par SAF FJKM, une ONG partenaire du Secours Catholique.

**B**ernardin traverse rapidement ce qui reste de son champ. Les tiges de manioc, carbonisées, quasiment réduites à l'état de poussière, lui arrivent à peine aux genoux. Au sol, un tapis de branches mortes craque sous ses pas. La terre est sèche, fissurée par endroits. La saison des pluies aurait dû commencer il y a plusieurs semaines dans cette région de l'extrême sud de Madagascar. Dans le hameau d'Igotaka, les dernières pluies remontent à plus de huit mois, rappelle le cultivateur de 32 ans qui se prépare à une « nouvelle année blanche ». Jadis, il arrivait à faire pousser des patates douces, des arachides et du maïs, en plus du manioc. Une partie de la récolte servait à nourrir sa famille, le reste était vendu au marché. « C'était ma seule source d'argent », confie le maraîcher, père de trois enfants. « Avant, c'était difficile mais jamais à ce point. » Comme la plupart de ses voisins, il vit à crédit et se contente d'un seul repas par jour, composé de fruits principalement.

Dans le village voisin, Odile quitte le dispensaire le visage fermé. « *Que vont pouvoir manger les gens cette année et les années prochaines s'il n'est plus possible de cultiver ?* », se demande l'agent de santé communautaire. L'établissement où elle travaille a vu le nombre de nourrissons atteints de malnutrition aigüe doubler depuis cinq ans. « *Les conséquences sur leur développement physique, cognitif et mental sont désastreuses* », s'inquiète la professionnelle de santé. Ici, cinq personnes dont trois enfants sont mortes de faim il y a deux ans, précise-t-elle. Le nombre exact d'individus qui ont péri d'inanition dans cette région délaissée par le pouvoir central n'est pas connu. Mais la situation est jugée alarmante par le Programme alimentaire mondial (Pam) : plus d'un million et demi de personnes souffrent de problèmes d'alimentation. Selon l'agence onusienne, le sud de l'île, en proie à une sécheresse jamais vue depuis plusieurs décennies, fait face à la première famine liée aux dérèglements climatiques de l'Histoire.

### Famine

Ailleurs en Afrique subsaharienne, mais aussi en Asie du Sud-Ouest, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire ne cesse de croître sous l'effet des changements climatiques, indique une récente étude du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Sécheresses interminables, tempêtes de sable, cyclones... Les événements climatiques affectent grandement l'activité agricole. « *Depuis environ une vingtaine d'années, les précipitations sont de moins en moins régulières et prévisibles, et les phénomènes extrêmes de plus en plus intenses et fréquents* », observe Andry Rasamimanana, directeur de Ceffel, organisation paysanne et de formation agricole malgache. « *Ces dérèglements climatiques bouleversent le calendrier des cultures. Les agriculteurs ne savent plus quel est le bon moment pour semer.* » Ils doivent également lutter contre de nouveaux insectes, très destructeurs, qui prolifèrent à une vitesse vertigineuse sous l'effet de la chaleur et de l'humidité, poursuit l'ingénieur agronome, citant le cas de la chenille légionnaire qui dévore les épis de maïs. Résultat : les rendements agricoles

s'effondrent, les stocks disponibles s'épuisent, entraînant une flambée des prix des denrées alimentaires ainsi que des pénuries.

Outre l'insécurité alimentaire qu'il engendre, l'enchaînement de mauvaises années de récolte appauvrit des ménages déjà en très grandes difficultés. Dans les pays du Sud, où l'écrasante majorité de la population vit du travail de la terre et dépend donc des aléas climatiques, la situation est préoccupante. « *Des petits exploitants sont contraints de céder leur champ, devenu impraticable, et de se faire embaucher par des propriétaires terriens qui résistent à la crise économique et climatique* », relate le responsable de l'organisation paysanne. « *D'autres choisissent de partir en ville chercher du travail. Mais même en ville, ce n'est pas facile de s'en sortir* » (cf. encadré p. 17).

Les dérèglements climatiques font aussi basculer dans la grande pauvreté des personnes sur le fil. « *Plus nos ressources sont faibles, plus on est vulnérable aux changements climatiques* », résume Carola Klöck, professeur de relations internationales à Sciences Po Paris. « *Les personnes en précarité ont moins de moyens de se protéger et de se relever d'une catastrophe naturelle, du simple fait que ce sont elles qui vivent*



**PLUS NOS RESSOURCES  
SONT FAIBLES, PLUS ON EST  
VULNÉRABLE AUX CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES.**



*dans des logements précaires ou situés en zone inondable.* » Diana, qui habite près de Sambava, dans le nord de Madagascar, raconte ainsi avoir tout perdu en l'espace de quelques heures. Sa maison faite de tôles, son potager, ses poules, ses réserves de riz... Les eaux ont tout englouti après le passage du cyclone Gamane qui a frappé la côte est de l'île en mars 2024. Les villageois avaient été informés de l'arrivée du cyclone, mais personne ne s'attendait à de tels dégâts. « *On n'avait jamais connu une inondation pareille* », assure l'agricultrice de 42 ans, qui »



## ÉCLAIRAGE

# RESTER OU PARTIR ?

« *lakaka.* » Dans la région d'Amboasary, à l'extrême sud de Madagascar, le nom du gisement de saphirs revient souvent dans les conversations. « *Ici, tout le monde a un membre de sa famille qui est parti quelques mois ou quelques années là-bas pour travailler* », relate Joely Lambo, chef du village de Berano Anja. La cause des départs est souvent la même : dans cette région agricole frappée par une sécheresse interminable, le travail de la terre est devenu quasi impossible. Les agriculteurs n'ont d'autre choix pour irriguer leurs champs que de faire appel à des porteurs d'eau ou de marcher plusieurs kilomètres pour puiser l'eau du fleuve Mandrare à l'aide de simples arrosoirs. À Berano Anja, la situation a poussé quatorze familles à s'installer de manière définitive à Fort-Dauphin, la plus grande ville du sud-est de l'île, précise le chef du village. Lui n'envisage pas de départ. « *Je ne peux pas abandonner la terre de mes ancêtres et nos sépultures. Ce serait risquer la malédiction.* »

### Déplacés climatiques

À travers le monde, selon l'ONU, 250 millions de personnes ont été forcées au cours des dix dernières années de quitter leur lieu de vie en raison des changements climatiques. Il s'agit le plus souvent de familles rurales qui se déplacent à l'intérieur des frontières d'un pays. Une grande partie d'entre elles quittent leurs campagnes et échouent dans des quartiers informels en périphérie des villes, où les conditions d'hygiène et de vie sont déplorables. D'autres s'établissent dans des régions agricoles encore fertiles et, parfois, dans des zones protégées. Leur installation n'est pas toujours bien perçue, explique Tsé Rahajary, président de SAF FJKM, une ONG malgache, partenaire du Secours Catholique. « *Il y a des tensions concernant l'utilisation des terres et des ressources entre les déplacés et les populations locales. Il faut prévoir des politiques d'accueil. Les dirigeants ne s'emparent pas assez du sujet.* » ■

# COMPRENDRE



RIJASOLO SECDF

▲ À Antalaha, à l'est de Madagascar, des habitants apprennent l'importance de curer un cours d'eau pour prévenir des risques d'inondation, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation co-organisée par SAF FJKM, une ONG partenaire du Secours Catholique.

» n'a pas fini de remettre en état sa maison. « Électroménager, mobilier, vêtements... Il me faut tout racheter », énumère Diana qui, comme la plupart de ses voisins, n'est pas assurée.

## Résilience

Alors que les phénomènes extrêmes s'intensifient, la nécessité d'améliorer les systèmes de prévention, notamment dans des régions jusque-là peu touchées, n'en n'apparaît que plus urgente. « Beaucoup ne savent pas comment réagir en amont ou pendant une tempête. Certains refusent d'évacuer leur maison menacée par la montée des eaux ou les vents forts, par peur d'être volés ou parce qu'ils ne mesurent pas la gravité de la situation », explique Johary Robinson, chef de projet à SAF FJKM, ONG malgache d'aide au développement durable. L'association, soutenue par le Secours Catholique, organise des exercices de simulation pour aider les populations vulnérables à se préparer. « Développer une culture du risque

en sensibilisant le grand public aux risques qui existent sur leur territoire et aux gestes à adopter est essentiel, estime le chef de projet. En anticipant davantage, on peut réduire les dommages matériels et économiques et sauver des vies. »

Pour pouvoir continuer à cultiver leur terre, des communautés paysannes expérimentent avec l'appui d'acteurs du développement durable de nouvelles pratiques, qui reposent sur le modèle de l'agroécologie. Dans le sud de Madagascar, face au déficit de pluie, SAF FJKM encourage ainsi les cultivateurs à réintroduire des semences peu gourmandes en eau, comme le

sorgho. Dans le nord de l'île, une zone exposée aux risques cycloniques, l'ONG incite les agriculteurs à diversifier leurs productions en associant des végétaux au cycle long, comme les

“

**EN ANTICIPANT DAVANTAGE, ON PEUT RÉDUIRE LES DOMMAGE.**

”

arbres fruitiers, à des végétaux au cycle court, comme les tomates, qui offrent « un rendement particulièrement intéressant, puisqu'ils peuvent fournir plusieurs récoltes dans l'année », explique Elida Razafiarisao, cheffe de projet à SAF FJKM.

Une agriculture plus résiliente est possible, mais elle nécessite un certain nombre d'investissements. Or dans les pays pauvres, de nombreux agriculteurs n'ont pas les moyens de construire un mini-barrage, d'installer un récupérateur d'eau de pluie ou, tout simplement, d'acheter des semences ou des outils de maraîchage. « Faciliter l'accès à l'emprunt des paysans, qui ne présentent pas assez de garanties pour les banques, est primordial », considère Andry Rasamimanana, de Ceffel. « Les systèmes d'épargne et de crédit communautaires, bien implantés dans les pays subsahariens, sont une solution intéressante. » Le principe : un groupe de personnes mettent leur épargne en commun, les fonds sont utilisés pour fournir des microcrédits à un taux compétitif et les bénéfices cumulés sont redistribués entre les membres.

### Financement à la traîne

Renforcer des ponts, construire des digues, déplacer la population de certaines villes côtières ou d'îles menacées par l'élévation du niveau des mers... À l'échelle d'un terri-



RILASOLOV/SECF

toire, voire d'un pays, les investissements pour faire face au réchauffement et aux variations climatiques sont colossaux. Mais les financements ne suivent pas. À l'issue de la COP 30, organisée en novembre 2025 au Brésil, les pays riches ont accepté de tripler le montant de l'aide à l'adaptation des pays en développement sans toutefois annoncer un nouvel objectif financier. En 2023, cette aide s'élevait à 26 milliards de dollars. Loin des 40 milliards de dollars par an promis lors >>>

▲ Odile, agent de santé communautaire dans le sud de Madagascar, remet un produit nutritionnel à un enfant souffrant de malnutrition.

## FOCUS

### LES PAYS PAUVRES PRIS EN ÉTAU ENTRE ENDETTEMENT ET ADAPTATION

Deux tiers de l'aide climatique aux pays en développement sont accordés sous la forme de prêts, souvent à des taux d'intérêt standards, indique une étude publiée par Oxfam en 2025. En France, les prêts représentent même 92 % des financements climatiques bilatéraux selon la même source. « Les États riches, historiquement les plus émetteurs, doivent augmenter leurs contributions pour l'adaptation des pays vulnérables et s'engager à mobiliser des fonds publics sous forme de dons, afin de ne pas générer plus de dette pour ces pays », déclare

Émilie Johann, responsable du plaidoyer international au Secours Catholique. Le risque est d'enfermer des pays pauvres dans une spirale d'endettement freinant leur développement, estime Michaël Goujon, professeur d'économie à l'université de Clermont Auvergne. « Les pays en défaut de paiement peuvent négocier un rééchelonnement ou un effacement partiel de leur dette. Mais la restructuration d'une dette est souvent accompagnée de conditions difficiles, comme la vente d'entreprises publiques ou un frein voire une réduction des dépenses sociales, précise-

t-il. Les États proches de la faillite peuvent aussi être davantage tentés d'exploiter leurs ressources naturelles et donc d'exacerber les crises environnementales. » Le besoin en dons publics est d'autant plus important que l'adaptation aux changements climatiques attire peu de capitaux privés. « Contrairement au domaine de l'atténuation du réchauffement climatique qui offre un retour sur investissement plus immédiat et certain, l'adaptation ne permet pas de tirer de bénéfices directs », souligne pour sa part Carola Klöck, enseignante à Sciences Po Paris. ■

# COMPRENDRE

» de la signature du Pacte de Glasgow et, surtout, très largement en deçà des besoins, évalués par les Nations unies à 310 milliards de dollars par an. Pour atteindre cet objectif, « l'une des pistes les plus débattues dans les négociations internationales est d'élargir la liste des États soumis à une obligation de soutien aux pays pauvres aux puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et les pays pétroliers du Golfe, explique Carola Klöck. Mais ceux-là n'ont aucun intérêt à changer le statu quo ». De nombreuses organisations de la société civile, dont le Secours Catholique et ses partenaires, appellent de leur côté les pays industrialisés à prendre « leurs responsabilités ». « C'est aux pays qui ont historiquement émis le plus de gaz à effet de serre et restent encore aujourd'hui les plus grands émetteurs, de soutenir les pays qui ont le moins contribué aux changements climatiques et qui sont aussi ceux qui ont le moins de ressources financières », affirme Daphné Chamard-Teirlinck, responsable Transition écologique juste au Secours Catholique. Alors que des coupes sévères dans l'aide publique au développement menacent d'abaisser le financement de l'adaptation aux changements climatiques, la salariée du Secours Catholique met en garde : « Si on n'investit pas dans l'adaptation aujourd'hui,

on sera confronté à des coûts de réparation plus élevés chaque année. Il faut donc voir cet effort budgétaire comme un investissement à long terme et aussi comme un moyen d'offrir de meilleures conditions de vie et de lutter contre la pauvreté. »

Encore faut-il que les fonds destinés à l'adaptation permettent vraiment aux plus vulnérables d'encaisser le choc climatique. « Il est très compliqué de tracer ces financements

publics et de savoir quelle part réelle est utilisée dans la mise en œuvre d'actions d'adaptation », explique Pierre Beaucoral, doctorant au Centre d'études et de recherches en développement international (Cerdi). Par ailleurs, « des recherches tendent à montrer que les finance-

“

**SI ON N'INVESTIT PAS  
DANS L'ADAPTATION  
AUJOURD'HUI, ON SERA  
CONFRONTÉ À DES COÛTS  
DE RÉPARATION PLUS  
ÉLEVÉS.**

”

ments assignés à l'adaptation sont sur-déclarés. Des projets de développement qui ne permettent pas l'adaptation aux changements climatiques sont pourtant affichés comme tels, poursuit-il. Les logiques des bailleurs ne sont pas toujours explicitées, chacun a sa propre vision de l'adaptation, ce qui explique l'écart entre ce qui est affiché et ce qui est fait en réalité ». Il arrive ainsi que des organismes qui n'agissent pas vraiment pour sortir les personnes pauvres de leur grande vulnérabilité face aux changements climatiques captent une partie de ces financements. C'est le cas à Madagascar, où des gérants de parcs nationaux ont plus facilement accès à ces aides que des organisations humanitaires, déplore Aina Rakotondrazaka, directeur de SAF FJKM. « Les communautés vulnérables ne sont pas toujours prises en considération, alors que ce sont elles qui devraient être les premières bénéficiaires. » Une bonne politique d'adaptation au réchauffement et aux variations climatiques peut-elle être menée sans les populations concernées ? « Si on veut trouver des solutions pérennes qui rendent les personnes autonomes et plus résilientes, il faut à la fois sortir d'une vision à court terme et associer les populations locales dans la réflexion et la mise en œuvre des projets »,

► **Florine sur les vestiges de son ancienne maison détruite par le cyclone Gamane, qui a touché l'est de Madagascar en mars 2024.**



RUBASOLO / SDCF / SDCF



RUIVASOLO/SCFP

préconise Andry Rasamimanana, à l'instar de nombreux acteurs de terrain. « *On doit être à leur écoute et partir de leurs questionnements.* »

### Santé mentale

Ainsi, des besoins peu ou pas du tout couverts pourraient l'être. Dans une note adressée aux gouvernements en 2022, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) exhorte les États à inclure parmi les mesures qu'ils adoptent pour faire face à la crise climatique, l'aide en matière de santé mentale. « *J'entends encore les cris des bébés, les pleurs des gens. On aurait dit la fin du monde.* » Deux ans après le passage du cyclone Gamane sur la côte est de Madagascar, Florine ne peut oublier la nuit de cauchemar passée sur le toit de l'école, le seul bâtiment du village assez solide pour résister aux torrents d'eau. Le lendemain de la catastrophe, en voyant sa maison et son échoppe complètement anéanties, cette commerçante de 47 ans s'est effondrée. « *J'ai fait un malaise cardiaque. J'ai été hospitalisée une semaine, j'ai ensuite passé un mois chez mes parents pour me reposer. Le choc était trop dur* », relate-t-elle. Comme la plupart des personnes sinistrées, elle n'a pas eu de

suivi psychologique. À la moindre averse, l'angoisse ressurgit. « *Cette année, avec mes cinq enfants, on a déjà évacué deux fois notre maison par précaution. On vit dans un état de stress permanent, confie-t-elle. Ce n'est pas facile de trouver le courage de repartir de zéro quand on vit avec la peur que ça se reproduise.* » Émilie Johann, responsable du plaidoyer international au Secours Catholique, analyse cette situation : « *Devoir abandonner une profession, son logement ou son lieu de vie en raison d'un cyclone ou de la salinisation des sols qui rendent un espace incultivable ou inhabitable, entre autres, crée chez les personnes des traumatismes profonds. Il y a un besoin très fort parmi les personnes touchées de soutien dans le domaine de la santé mentale et ce, sur le long terme.* » L'association milite pour que les souffrances psychologiques engendrées par les changements climatiques soient reconnues comme une forme de perte non économique. Ainsi, « *les projets proposant un accompagnement psychosocial aux victimes de la crise climatique pourraient être éligibles au Fonds « pertes et dommages », qui vise à compenser les conséquences parfois irréversibles des phénomènes climatiques* ». ■

▲ Bernardin (et son fils) sur une parcelle de son champ fraîchement labourée où le cultivateur malgache s'essaie au compostage. « *Si la pluie tombe, je suis prêt à semer* ».

# COMPRENDRE

## L'ENTRETIEN

### « L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DOIT ÊTRE MIEUX INTÉGRÉE DANS LES POLITIQUES TERRITORIALES. »

Comment mieux protéger les personnes et les territoires vulnérables, particulièrement touchés par les effets du dérèglement climatique ? Sommes-nous vraiment prêts à faire face aux conséquences du changement climatique ? Entretien avec Jean-François Soussana, président du Haut Conseil pour le climat.

PROPOS RECUEILLIS PAR **DJAMILA OULD KHETTAB**

**Djamila Ould Khettab :** À Madagascar, le directeur d'une organisation paysanne que j'ai interviewé a insisté : « *Les pays riches, qui sont historiquement responsables de la crise climatique, doivent davantage aider les plus vulnérables à s'adapter.* » Que lui répondez-vous ?

**Jean-François Soussana :** Lors de la COP30, à Belém, au Brésil, la France et d'autres pays européens se sont exprimés en faveur d'une sortie des énergies fossiles, mais n'ont finalement pas consenti d'efforts additionnels en matière d'aide à l'adaptation alors que c'était une demande très forte des pays à faible revenu.

Les coûts de l'adaptation au changement climatique pour des pays à faible revenu sont estimés à plus de 300 milliards de dollars. C'est environ 12 fois le niveau actuel des financements publics internationaux pour l'adaptation. Et plus ces pays seront confrontés aux impacts du changement climatique, plus les besoins seront élevés.

Le Haut Conseil pour le climat (HCC) préconise de poursuivre le soutien financier international, bilatéral et

multilatéral, en faveur de l'action climatique des pays à faible revenu, tant en matière d'atténuation que d'adaptation aux changements climatiques, y compris à travers le développement de mécanismes financiers innovants. La France copréside d'ailleurs un groupe de travail international sur la création de nouveaux outils. Il y a une réflexion en cours sur l'instauration de taxes sur les transactions internationales boursières ou sur les billets d'avion internationaux. Mais tout ceci est difficile à mettre en place alors que le multilatéralisme est aujourd'hui en grande difficulté.

**D.O.K. :** L'aide à l'adaptation en direction des pays du Sud se fait essentiellement sous forme de prêts et non de dons publics. Le risque est de

## PARCOURS

### JEAN-FRANÇOIS SOUSSANA

**1959 :**

Naissance

**1986 :**

Intègre l'Institut national de la recherche agronomique (Inra)

**1998 :**

Rejoint le Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (GIEC)

**2007 :**

Partage avec tous les auteurs du GIEC le Prix Nobel de la paix

**2024 :**

Nommé président du Haut Conseil pour le climat (HCC)



fragiliser des États déjà très endettés. Comment inverser la tendance ?

**J.-F.S. :** Le contexte n'est pas favorable : l'aide publique au développement vient de connaître une baisse importante aux États-Unis et dans les pays européens, y compris en France. Avec une situation économique qui tend à se dégrader et compte tenu d'un contexte géopolitique très instable, on peut craindre un tarissement de l'aide publique au développement et un blocage dans les négociations multilatérales, y compris sur le désendettement.

**D.O.K. :** Comment l'éviter ?

**J.-F.S. :** En nouant de nouvelles alliances diplomatiques. Nous étions dans une alliance transatlantique qui a fonctionné jusqu'à la présidence de Joe Biden. Nos positions

étaient relativement alignées pour soutenir la décarbonation. Nous pouvions aussi compter sur le soutien des États insulaires. Mais le



**LE MANQUE DE SOLIDARITÉ NATIONALE FACE AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE CONDUIRAIT À LA MULTIPLICATION DE PIÈGES À PAUVRETÉ ET DE TERRITOIRES SINISTRÉS.**



second mandat de Donald Trump bouleverse cet équilibre. Aux États-Unis, il y a aujourd'hui un déni total des enjeux climatiques. Bien qu'absents de la COP30, ils ont fait pres-

sion sur certains participants et pesé sur les négociations. Aussi, durant le sommet pour le climat, l'Alliance des petits États insulaires (Aosis) qui traditionnellement se prononçait pour une baisse rapide des émissions, n'a pas soutenu les positions européennes pour renforcer l'ambition de sortie des énergies fossiles, mais a plutôt demandé d'accompagner davantage les efforts d'adaptation.

Les diplomaties européennes devraient apprendre de ce qui s'est passé à Belém et essayer de construire avec des pays à faible revenu et des membres du G77<sup>1</sup> un nouvel équilibre. Cet effort diplomatique pourrait faire avancer l'action pour le climat. »»

Le Groupe des 77 est une coalition des pays du Sud les plus importants.



XAVIER SCHWIBEL / SCDF

» **D.O.K.:** En France aussi, le financement de la politique publique d'adaptation est un enjeu.

**J.-F.S.:** Dans un contexte budgétaire et politique compliqué, il est difficile d'allouer des crédits supplémentaires à l'adaptation. Le Haut Conseil pour le climat observe par ailleurs que le financement de certaines mesures du troisième plan national d'adaptation au changement climatique (Pnacc-3), rendu public l'an dernier, est assez mal défini et probablement insuffisant. L'adaptation n'a pas vocation à être isolée et réalisée par un énième service administratif, mais doit être

intégrée dans les politiques sectorielles et territoriales. Nous appelons donc à ce que l'adaptation soit mieux intégrée dans les planifications qui sont à la charge des collectivités territoriales.

**D.O.K.:** Notre enquête montre que les personnes pauvres sont surexposées à la crise climatique. Celle-ci crée aussi de nouvelles précarités. Comment mieux protéger les plus vulnérables ?

**J.-F.S.:** La vulnérabilité des personnes est liée à de nombreux facteurs comme l'âge, l'état de santé, le genre, ou des stades de la vie (grossesse). Les personnes

ayant les plus faibles revenus, notamment les personnes sans abri ou mal logées, sont en moyenne plus exposées aux canicules. Mais il y a aussi des caractéristiques (le mode de vie, la profession, etc.) qui peuvent renforcer l'exposition à des risques climatiques. Il y a un vrai besoin de connaissances sur la vulnérabilité des personnes.

Mieux identifier les différentes formes de vulnérabilité nécessite des actions territoriales. Ça peut passer, par exemple, par les registres communaux placés sous la responsabilité du maire, qui a pour mission d'organiser une prise en charge efficace des personnes vulnérables lors d'un événement climatique extrême.

Pour faire converger les questions d'action sociale, de santé et de résilience au changement climatique, on a besoin d'une meilleure coordination entre les différents échelons administratifs.

**D.O.K.:** Et d'adapter notre système de protection sociale aux enjeux climatiques ?

**J.-F.S.:** Le manque de solidarité nationale face aux impacts du changement climatique conduirait à la multiplication de pièges à pauvreté et de territoires sinistrés. Ne pourrait-on pas inclure les risques climatiques dans la protection sociale ? Un rapport du Haut-Commissariat au plan et à la stratégie, datant de 2025, explore la possibilité de faire évoluer notre système de protection et de mettre en place une socialisation des risques climatiques. Il a formulé plusieurs hypothèses. Premier scénario : un marché de l'assurance qui apporte une couverture minimale et des garanties supplémentaires face aux événements climatiques. L'État jouerait

le rôle de régulateur et apporterait de la réassurance. Deuxième scénario: un mécanisme plus volontariste qui consisterait à mettre en place un système de réassurance publique étendue à l'ensemble des risques climatiques. Ce scénario confie intégralement à l'État l'assurance contre la sécheresse et le recul du trait de côte. En clair, le risque sécheresse sur sol argileux (RGA) et le risque de l'érosion progressive des littoraux, qui pourraient conduire au relogement forcé de très nombreuses personnes au cours des décennies à venir, seraient nationalisés. Enfin un troisième scénario, peu probable, propose une socialisation complète et universelle des risques climatiques. À la clé, une couverture automatique de tous les ménages et la garantie d'une prise en charge des sinistrés liées à l'ensemble des risques climatiques par un « État assureur ».

Il y a une prise de conscience que le système actuel est inadapté, les assureurs le disent aussi. Il faut davantage anticiper les effets du changement climatique, sinon les risques vont augmenter beaucoup plus vite que les capacités d'assurance.

**D.O.K.:** Justement, j'ai rencontré des habitants et des acteurs de terrain qui évoquent un manque de préparation: des dispositifs de gestion des urgences limités, des opérateurs de l'État peu formés, un accès à l'information compliqué. Comment sortir d'une logique de réaction et aller vers plus d'anticipation?

**J.-F.S.:** D'abord, nous avons besoin de renforcer les ressources humaines et matérielles pour faire face aux conséquences d'un

événement climatique extrême. Les moyens disponibles sont insuffisants. Dans la lutte contre des incendies, certains services d'urgence ont été en grande difficulté face à l'ampleur des destructions. En Outre-mer, notamment à Mayotte, des services d'urgence n'ont pas pu répondre dans les délais attendus en raison de l'ampleur du sinistre.

“  
**SI ON VEUT S'ADAPTER,  
IL FAUT INTÉGRER LA  
PRÉVENTION DES RISQUES  
TRÈS EN AMONT.**  
”

Si on veut s'adapter, il faut intégrer la prévention des risques très en amont. L'un des enjeux est la coordination entre les différents échelons et services administratifs. Ce problème est apparu fortement à Valence, en Espagne, durant les inondations d'octobre 2024. La réponse d'urgence était désordonnée car les autorités n'ont pas suivi les mécanismes de communication prévus entre les différents niveaux de responsabilités, ce qui a contribué au nombre élevé de morts.

En France, il existe une certaine culture du risque au sein de l'administration. Mais vu la montée des risques climatiques, il va falloir aller plus loin et probablement mettre en place des « stress tests », des exercices de simulation pour évaluer dans un territoire comment on réagit, comment on positionne les moyens. Pour cela, il ne faudra pas seulement tenir compte des phénomènes climatiques qui se sont déjà produits sur le territoire, mais aussi inclure des scénarios basés

sur des projections climatiques comprenant des événements improbables, mais pas impossibles. L'Inde offre un exemple intéressant de mode d'organisation pour prévenir des risques naturels. Certaines régions se sont dotées de « plans de contingence » qui détaillent des mesures par village pour positionner les ressources afin de faire face à des scénarios identifiés, avec une anticipation par exemple de niveaux de sécheresse élevés.

**D.O.K.:** Vu l'imprévisibilité et l'intensité des phénomènes climatiques, avons-nous vraiment les moyens de nous adapter?

**J.-F.S.:** Dans ses travaux, le Groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) souligne qu'il y a des limites à l'adaptation. Il existe, d'une part, des limites souples qui dépendent des moyens investis pour faire face aux effets du changement climatique. Et, d'autre part, des limites dures: malgré des investissements pour s'adapter, on ne sait pas comment réduire entièrement les pertes et dommages causés par le dérèglement climatique. Cela se vérifie déjà dans des pays tropicaux et dans certains territoires de pays au climat tempéré.

Prenons l'exemple d'un village en zone inondable. Quelles sont les stratégies? Limiter le risque de submersion en construisant une digue ou en employant des solutions fondées sur la nature, tout en sachant qu'une tempête pourrait un jour causer la perte d'infrastructures et de vies humaines. Ou bien déplacer la population et en assumer le coût économique et humain pour les familles et les entreprises. Ce sont des arbitrages très difficiles. Mais ces enjeux ne sont pas suffisamment sur la place publique. ■

# COMPRENDRE

ICI ET LÀ-BAS

## FRANCE : L'IMPORTANCE D'ÊTRE À L'ÉCOUTE DES SINISTRÉS

Alors que des catastrophes climatiques frappent de plus en plus de territoires français, parfois à plusieurs reprises sur un laps de temps court, les personnes sinistrées peinent à se relever tant sur le plan économique que psychologique. Pour les aider, des bénévoles du Secours Catholique vont à leur rencontre.

PAR **DJAMILA OULD KHETTAB**

« *n a tout perdu : nos souvenirs, nos photos, nos meubles. On doit faire le deuil d'une vie.* » Plus d'un an après la crue exceptionnelle qui a ravagé une partie du village de Limony, en Ardèche, Sylvie se remet lentement. « *Quand la pression des démarches administratives et des travaux de rénovation est redescendue, les nerfs ont lâché. On est fatigué* », confie l'infirmière qui se souvient de l'état de « *sidération* » dans lequel elle et ses voisins se sont retrouvés tandis que des torrents d'eau et de boue déferlaient sur leurs maisons. « *On n'arrivait plus à réfléchir, à bouger. Il a fallu au moins deux jours pour nous remettre en route.* » De retour dans son pavillon, refait à neuf, Sylvie reste marquée par ce drame. « *On était impatient de*

### AVIS D'ACTEUR

**JOËL GUIOT**, PALÉOCLIMATOLOGUE ET COFONDATEUR DU RÉSEAU MÉDITERRANÉEN DES EXPERTS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MEDECC).

## « UN DEVOIR DE SOLIDARITÉ »

« *L'*adaptation est inévitable car, partout dans le monde, on fait déjà face aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,3 °C en moyenne globale par rapport à l'ère préindustrielle. Des secteurs économiques sont en souffrance. Dans le bassin méditerranéen, des agriculteurs, confrontés aux faibles précipitations, ont commencé à irriguer leurs oliveraies. Une pratique qui ne se faisait pas avant, car les oliviers arrivaient à résister à la sécheresse estivale en Méditerranée. Dans les pays méditerranéens, comme ailleurs, les

personnes vulnérables – les personnes pauvres, sans abri, déplacées, âgées ou très jeunes – sont davantage menacées par la crise climatique. Beaucoup se trouvent dans les pays du Sud.

Les pays du Nord ont un devoir moral vis-à-vis des pays en voie de développement car ils sont historiquement responsables des émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du dérèglement climatique. Encore aujourd'hui, ils restent les principaux émetteurs, en tonnes par habitant. Il leur revient donc d'être solidaires des pays pauvres et de financer une

partie de leurs efforts d'adaptation. Malheureusement, par manque de volonté politique, la COP30 au Brésil n'a pas beaucoup fait avancer les choses.

Pour répondre à la crise climatique et réduire l'intensité et la fréquence des phénomènes extrêmes, l'une des priorités, à l'échelon local, est de désartificialiser les sols, revégétaliser les villes et installer davantage de points d'eau. Cela commence lentement à se faire en France. Avant tout, il faut prendre des mesures pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C. Sinon, on va droit dans le mur! » ■



DES OUTILS POUR COMPRENDRE

À LIRE

## UN RAPPORT SUR LES INÉGALITÉS CLIMATIQUES

Si les effets des dérèglements climatiques concernent tout le monde, leurs impacts sont plus durement ressentis par les personnes en précarité. C'est l'un des constats d'un rapport publié par le Secours Catholique en février. Intitulée « La crise climatique vue par les personnes qui la vivent », cette étude est le fruit d'un travail de terrain mené par l'association et trois de ses partenaires internationaux : Caritas Brésil, SAF FJKM, ONG malgache, et FTDES, association tunisienne. L'étude s'appuie sur le témoignage de 152 personnes affectées par les changements climatiques, dans onze territoires français ainsi qu'au Brésil, à Madagascar et en Tunisie. L'étude montre que la crise climatique aggrave les situations de précarité et en crée de nouvelles. Elle révèle aussi que les changements climatiques ne causent pas seulement des dommages matériels et économiques, mais aussi qu'ils brisent des vies et engendrent des souffrances psychologiques profondes. Pour s'adapter aux changements climatiques et ne laisser personne de côté, le Secours Catholique et ses partenaires appellent à construire des sociétés plus justes et plus résilientes. ■

rentrer. Mais dès qu'il pleut, on fait le tour de la maison pour voir s'il n'y a pas d'infiltration, on vérifie le niveau du ruisseau, témoigne-t-elle. On vit avec la peur que ça puisse se reproduire. »

Comme Sylvie, certaines personnes sinistrées ont du mal à reprendre le cours de leur vie, observe Florence Bercovici, responsable du pôle Urgences France au Secours Catholique. « Les catastrophes climatiques, qui sont de plus en plus fréquentes et violentes sur le sol français, détruisent des biens mais surtout fragilisent les équilibres humains. Dans certains territoires comme le Pas-de-Calais, la Bretagne ou la Gironde, la répétition d'événements climatiques extrêmes dans un temps court pèse sur le moral des habitants. » Et peut aboutir à leur isolement. Il y a bien des cellules psychologiques qui sont mises en place par les autorités locales dans les territoires impactés les jours suivant une catastrophe. Mais « les équipes médicales ne sont présentes que quelques jours et à un moment où les victimes ont peu de temps pour parler de leurs difficultés émotionnelles », explique Florence Bercovici. « Les gens sont très occupés par leurs démarches auprès des assurances, il leur faut trouver un hébergement, nettoyer leur logement dévasté. Ce n'est qu'une fois les démarches effectuées qu'ils peuvent ressentir le besoin de parler et d'être accompagnés. »

C'est pourquoi le Secours Catholique fait le choix d'intervenir plusieurs semaines après une catastrophe, « à un moment où les réseaux de solidarité sont beaucoup moins actifs ». Des équipes de bénévoles vont à la rencontre des personnes sinistrées, en faisant du porte-à-porte, pour leur proposer une aide matérielle et du réconfort. « Leur mission est d'être à l'écoute, de permettre aux personnes de témoigner de leur vécu, de leur ressenti et de les rassurer. Et si elles le souhaitent, de les orienter vers des professionnels afin d'obtenir un soutien psychologique, précise Florence Bercovici. Prendre soin des personnes après un événement climatique, c'est préserver la cohésion des territoires et lutter contre de nouvelles formes de précarité. » À Limony, trois mois après l'inondation du village, Sylvie a reçu la visite d'une équipe de bénévoles. Un échange qui lui a fait du bien. « J'étais encore très émotive et renfermée. J'ai pu mettre des mots sur ce que je traversais et commencer d'évacuer mon stress. » ■



Pour lire le rapport, flashez ce QR code ou rendez-vous sur [bit.ly/4f4XxBs](https://bit.ly/4f4XxBs)

C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN SYMBOLE, UNE DEVISE GRAVÉE DANS LA PIERRE, UNE BELLE IDÉE DE L'HUMANITÉ QUI NOUS REND FIER. MAIS ÇA NE DOIT PLUS RESTER UNE PROMESSE EN L'AIR, LA FRATERNITÉ MAINTENANT, IL FAUT LA FAIRE. ET CE N'EST PAS FACILE. LA FIN DE LA PAUVRETÉ N'EST PAS POUR DEMAIN, ON NE VA PAS SE MENTIR. MAIS LAISSER FAIRE, LAISSER TOMBER, CE SERAIT ENCORE PIRE. ALORS IL FAUT POUVOIR REGARDER EN FACE CEUX QUI NE TROUVENT PLUS LEUR PLACE, LEUR DIRE QU'ON EST TOUS SOLIDAIRES, QUE ÇA POURRAIT ÊTRE NOUS DANS LA GALÈRE. ALORS C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN ENFANT QU'ON ACCOMPAGNE DANS SA SCOLARITÉ ? UNE GRAND-MÈRE QUI SE SENT UTILE ET AIMÉE ? UN COIN DE TERRE, UN BOUT DE JARDIN OÙ ON PEUT ENCORE SE SENTIR BIEN ? UNE MAIN QUE L'ON TEND DANS LES CRISES ET LES TEMPÊTES ? UN LARGE SOURIRE QUI DIT « C'EST BON, ÇA Y EST, VOUS Y ÊTES » ? OU LA CHALEUR D'UN BON CAFÉ POUR SE POSER, POUR TOUT RACONTER ? C'EST TOUT ÇA LA FRATERNITÉ, C'EST REFUSER LES INÉGALITÉS OU LA PRÉCARITÉ. PEU IMPORTE CE QU'ON FAIT OU CE QUI NOUS Pousse À LE FAIRE, L'IMPORTANT EST D'AGIR, DE MONTRER QU'ON EST TOUS FRÈRES. MÊME SI C'EST PEU, MÊME SI CE N'EST PAS TOUT LE TEMPS, LE JOUR OÙ VOUS COMMENCEREZ SERA TOUJOURS LE BON MOMENT. VOUS PENSEZ QUE LA FRATERNITÉ NE VA RIEN RÉGLER ? NOUS, ON PROPOSE JUSTE UN TRUC : ET SI ON ESSAYAIT ? PARCE QU'IL SUFFIRAIT QU'ON LE DÉCIDE, VOUS, NOUS, MAINTENANT ET ÇA CHANGERAIT LA VIE DE MILLIONS DE GENS.

# LA FRATERNITÉ N'EST PAS UNE PROMESSE EN L'AIR, C'EST UNE RÉVOLUTION ET ENSEMBLE ON PEUT LA FAIRE.

REJOIGNEZ LA  
**#REVOLUTIONFRATERNELLE**  
[revolutionfraternelle.org](http://revolutionfraternelle.org)

